



Un silence très inquiétant

Paris, le 2 mars 2015

Le 12 février dernier, des milliers de personnes se sont mobilisées dans toute la France à l'occasion d'une nuit solidaire pour exiger des pouvoirs publics une politique sociale qui soit enfin à la hauteur de l'intensification de la pauvreté dans notre pays. A Paris, plusieurs centaines de personnes ont prolongé la soirée et dormi dehors, par solidarité envers les 142 000 personnes sans domicile fixe, qui chaque jour doivent affronter la violence d'une société de plus en plus inégalitaire.

Le gouvernement n'a formulé aucune réponse à cette mobilisation citoyenne. Pourtant, le bilan du Plan quinquennal contre la pauvreté révèle l'échec de la politique du logement et de l'hébergement :

- L'engagement de mettre fin à la gestion au thermomètre de l'hébergement en favorisant l'accès direct au logement et la création d'hébergements pérennes n'a pas été tenu. Outre la situation dramatique du 115 qui ne répond qu'à une demande sur deux, des milliers de personnes sans abri sont menacées d'être remises à la rue sans solution lors de la fermeture des places hivernales à partir du 31 mars.
- Le constat est alarmant sur le front du logement. Alors que la trêve des expulsions locatives prend fin au 31 mars, plus de 120 000 décisions de justice prononçant l'expulsion pour impayé de loyer ont été délivrées en 2013, chiffre jamais atteint auparavant. Les coûts du logement sont plus que jamais déconnectés de la précarisation des ménages. Or seuls 110 000 logements sociaux ont été financés en 2014, loin de l'objectif de 150 000 fixé par le gouvernement. Le budget consacré à la construction de logements sociaux a encore diminué dans le Projet de Loi de Finances 2015. D'autre part, la garantie universelle des loyers prévue dans le Plan a été réduite à la portion congrue, excluant de façon inacceptable les locataires sans emploi.

À la veille de la présentation par le Premier Ministre des nouvelles orientations du Plan quinquennal devant le Conseil National de Lutte contre les Exclusions, nous exigeons de la part du gouvernement la mise en place de dispositions ambitieuses permettant de respecter trois engagements fermes et immédiats :

- **Personne ne doit être contraint de vivre à la rue,**
- **Personne ne doit être remis à la rue sans solution de logement ou d'hébergement pérenne à la fin de l'hiver,**
- **Personne ne doit être expulsé de son logement ou d'un terrain sans solution alternative.**

Ces engagements ne sont possibles qu'à condition de développer l'offre de logements à bas loyers et d'hébergements pérennes pour répondre aux besoins des personnes modestes et des plus fragiles. D'où la nécessité d'une loi de programmation ambitieuse de logements, qui prévoit la construction de logements sociaux et très sociaux, la mobilisation massive du parc privé à vocation sociale et la création d'un nombre important de pensions de famille. Si les préfets, les collectivités locales, les bailleurs et les associations doivent être mobilisés dans ce cadre, le Collectif attend une réaction forte de la part du gouvernement.

Contacts presse :

FNARS : Céline Figuière : 06 16 85 95 09

Fondation Abbé Pierre : Mighelina Santonastaso : 01 55 56 37 45 / 06 23 25 93 79

Les 34 associations du Collectif

Advocacy France,
Association des Cités du Secours Catholique,
Association Nationale des Compagnons Bâisseurs,
ATD Quart Monde,
Aurore,
Centre d'action sociale protestant (CASP),
Collectif Jeudi noir,
Collectif Les Morts de la Rue,
Comité des Sans Logis,
Croix-Rouge française,
Emmaüs France,
Emmaüs Solidarité,
Enfants de Don Quichotte,
Fédération d'aide à la santé mentale Croix-Marine,
Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL),
Fédération de l'Entraide Protestante,
Fédération Française des Equipes Saint-Vincent,
Fédération des Pact,
Fédération nationale Habitat & Développement,
Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS),
Fédération Nationale des Associations Solidaires d'Action avec les Tsiganes et les Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage),
Fondation Abbé Pierre,
Fondation de l'Armée du Salut,
France Terre d'Asile,
Habitat et Humanisme,
Les petits frères des Pauvres,
Ligue des Droits de l'Homme,
Médecins du Monde,
Secours Catholique,
Union Nationale des Amis et des Familles de Malades Psychiques (UNAFAM),
Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO),
Union Nationale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (UNCCLAJ),
Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes (UNHAJ),
Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS)